

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***de conseillers**En exercice :15**De présents :12**De votants :15*

L'an deux mil quinze, le 12 octobre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TROUBADY - ARMAGNAC - GERMAIN – JOURDAN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET.

Etaient absents : Mmes TAILLASSON-MAZELAYGUE (procuration à M. PASQUET), DUFOUR (procuration à M. COUSIN), Mr CAMINADE (procuration à M. OZANNE).

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. PASQUET.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 03/12/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 02/12/2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 05/10/2015.

Agence Postale Communale

Le Maire rappelle que par délibération du 26 août 2015, le Conseil Municipal a accepté le principe de la création d'une agence postale communale et l'a autorisé à conclure une convention. Il indique qu'il a rencontré des responsables de La Poste le 16 septembre dernier et présente au Conseil Municipal un projet de convention d'organisation pour cette agence postale communale. Il indique cependant que la Poste de Domme doit fermer au public au 1^{er} décembre 2015, le contrat de l'actuelle employée n'étant pas renouvelé. En conséquence de quoi, le Maire propose au Conseil Municipal d'avancer l'ouverture de l'agence postale communale afin de préserver la continuité du service public et de ne pas léser les habitants de Domme. Il rappelle que sont prévus des travaux de réaménagement de l'Hôtel du Gouverneur de manière à pouvoir accueillir la nouvelle agence postale communale et que l'achèvement de ces travaux est programmé en avril-mai 2016. Il précise toutefois que l'ouverture de l'agence postale communale au 1^{er} décembre 2015 ne permettrait pas la formation de l'actuel personnel communal. Il propose d'établir un contrat de travail à durée déterminée d'une durée de 6 mois à l'actuelle employée qui ferait fonctionner l'agence postale communale dans les locaux actuels de la poste de Domme, le temps de la réalisation des travaux d'aménagement de l'Hôtel du Gouverneur.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- par 11 voix pour et 4 abstentions, adopte la convention d'organisation d'une agence postale communale à compter du 1^{er} décembre 2015, et autorise le Maire à la signer.

- par 12 voix pour et 3 abstentions autorise le Maire à signer un contrat de travail liant la commune de Domme à l'actuelle employée de la Poste de Domme, contrat de 6 mois à compter du 02 décembre 2015, pour une durée hebdomadaire de travail de 25/35^{ème} (la personne recrutée percevra une rémunération sur la base de l'indice de départ de la fonction publique territoriale).

Aménagement de WC et d'un DAB : mission SPS

Le Maire rappelle que par délibération du 26 août 2015, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation en vue de désigner un coordonnateur SPS pour les travaux d'aménagement de cabinets d'aisances (Place de la Rode et Place de la Halle) et d'un DAB (Place de la Halle). Il présente les propositions qui ont été transmises. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de retenir ALP-Domielec, pour un montant HT de 1.196,60 € et autorise le Maire à signer le contrat relatif à la mission correspondante.

Aménagement de WC et d'un DAB : consultation de bureaux de contrôle

Le Maire rappelle au Conseil Municipal l'opération qui comprend :

- l'aménagement de cabinets d'aisance sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Le Maire indique qu'il convient de désigner un bureau de contrôle pour les travaux visés ci-dessus et plus particulièrement pour les questions d'accessibilité et demande au Conseil Municipal l'autorisation d'engager une consultation. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager une consultation d'un bureau de contrôle pour l'aménagement de toilettes publiques place de la Rode et place de la Halle et l'installation d'un local « distributeur automatique de billets » place de la Halle.

Aménagement de l'Hôtel du Gouverneur : mission partielle de maîtrise d'œuvre

Le Maire rappelle que par délibération du 26 août 2015, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation en vue de désigner un architecte afin de confier à celui-ci une mission relative aux travaux d'aménagements à réaliser dans l'Hôtel du Gouverneur, travaux visant à améliorer l'accueil des usagers, à réorganiser les espaces de travail des agents, à intégrer au mieux l'agence postale communale. Il présente les propositions qui ont été transmises. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de retenir François Godard pour un forfait de rémunération de 4.490 € HT et autorise le Maire à signer le contrat relatif à la mission proposée.

Choix d'un avocat pour plaider en appel (recours de M. Lambert contre la DUP)

Le Maire indique que par jugement du 02 juin 2015, le Tribunal administratif de Bordeaux a rejeté le recours de M. Jean Lambert contre la Déclaration d'Utilité Publique relative au projet de mise en sécurité d'un drain d'eau pluviale situé « Sous la Barre ». Il indique que M. Jean Lambert a fait appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux et propose de confier à Maître Michel Nunez, avocat au barreau de Périgueux, la défense des intérêts de la commune de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte la proposition visée ci-dessus. M. Bernard Lambert n'a pris part ni au débat ni au vote.

**Commune de Domme c/ M.
Jean Lambert (panneaux
solaires) : engagement d'une
procédure civile**

La présente délibération n'est pas débattue par le Conseil Municipal dans l'attente d'un complément d'information que doit communiquer l'avocat de la commune.

Validation de l'Ad'AP

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, a introduit différentes obligations légales pour les collectivités quant à la mise en accessibilité, avec des échéances à 2015 pour des thématiques telles que les mobilités ou le cadre bâti.

L'article L111-7-5 du code de la construction et de l'habitation prévoit l'obligation d'élaborer un Ad'AP pour tout Etablissement Recevant du Public (ERP) non conforme au 31 décembre 2014. La date limite de dépôt est le 27 septembre 2015. Chaque commune avait pour obligation d'établir un diagnostic de l'accessibilité dans les ERP. Ce bilan liste les non-conformités, les travaux à entreprendre et détaille les coûts pour la mise aux normes de chaque bâtiment. La liste des ERP communaux, le coût et la durée des travaux à réaliser pour leur mise aux normes est présentée par le Maire. Les problèmes qui se posent aux élus sont le coût très élevé de ces travaux et l'évolution des normes à respecter. La volonté des élus est de se mettre en conformité, tout en maîtrisant les budgets. L'Ad'AP qui porte sur plusieurs ERP, peut être programmée sur une durée de 2 périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité valide l'agenda d'accessibilité programmée sur une durée de 2 périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés, et autorise Monsieur le Maire à présenter la demande de validation de l'agenda auprès des services de l'Etat.

**Vente Commengé –
Commune de Domme**

Le Maire rappelle que par délibération n° 59/2015 du 30 mars 2015, le Conseil Municipal a accepté d'acheter à Mme Béatrice Commengé la parcelle dont elle est propriétaire, sise au Château du Roy et cadastrée sous le numéro D-262, d'une surface de 1.680 m² au prix de 2 €/m² et de prendre en charge les frais de notaire.

Le Maire indique que la propriétaire souhaite subordonner cette vente aux conditions suivantes, lesquelles seront mentionnées dans l'acte notarié :

- la commune de Domme s'engage à ne pas abattre un arbre figurant sur le terrain vendu, dont la désignation est connue des parties signataires de l'acte, sauf pour des questions de sécurité publique ;
- la commune de Domme accepte sur cette parcelle l'interdiction de l'édification de toutes sortes de constructions, mêmes enterrées, quelles qu'en soit la destination et la superficie, qu'elles soient temporaires ou définitives, démontables ou non, ainsi que l'installation de voiries et emplacements de stationnement sur tout ou partie de la parcelle. Elle interdit également l'installation de tout mobile-home et de toute caravane sur le terrain, même temporairement. Cette servitude dite non aedificandi est consentie à titre gratuit, réel et perpétuel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte les conditions précitées afin qu'elles soient mentionnées dans l'acte notarié. Elles complètent la délibération n° 59/2015 du 30 mars 2015.

Recouvrement des créances de cantine et de garderie par prélèvement automatique

Le Maire informe l'assemblée qu'il est désormais possible d'opter pour le prélèvement automatique mensuel pour le recouvrement des créances de cantine et de garderie. Ce nouveau système permettra aux bénéficiaires de simplifier les paiements tout en assurant à la Commune des flux de trésorerie plus réguliers.

Les personnes qui souhaiteront recourir à ce service devront en faire la demande auprès du secrétariat de la Mairie de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'offrir aux administrés la possibilité de régler leurs créances de cantine et de garderie par prélèvement à compter du 1^{er} janvier 2016.

Signature électronique Pour les flux comptables

Le Maire présente au Conseil Municipal les avantages de la mise en place de la signature électronique pour la transmission des flux comptables qui se font désormais sous forme dématérialisée. Il présente également un projet relatif à cette mise en place, liant la commune de Domme à la Direction Générale des Finances Publiques. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte la mise en place de la signature électronique pour la transmission des flux comptables et autorise le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Renouvellement des contrats des animateurs Des TAP

Le Maire indique que les Temps d'Activités Périscolaires (TAP) ont été mis en place, à l'école de Domme, à la rentrée scolaire 2014/2015. Ces TAP étaient animés par des intervenants : trois intervenants rémunérés et un intervenant bénévole, conformément au tableau ci-dessous.

Nom	Descriptif	Durée hebdomadaire de travail
Audrey Chapoulie	Intervenant rémunéré	03h00
Emma Bentley-Debat	Intervenant rémunéré	02h00
Nicole Keeble	Intervenant rémunéré	02h00
Audrey Bentley	Intervenant bénévole	1h00

Le Maire précise que chaque intervenant faisait l'objet d'un contrat le liant à la commune de Domme et que, s'agissant des intervenants rémunérés, ces derniers recevaient une rémunération calculée sur la base des indices de la fonction publique territoriale (indice de départ) et sur la base de la durée hebdomadaire de travail qu'ils avaient effectuée mensuellement en période scolaire. Pour les intervenants bénévoles, pouvaient être pris en compte les frais de déplacement, calculés sur la base du remboursement en vigueur octroyés aux agents de la fonction publique territoriale. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte de renouveler, au titre de l'année scolaire 2015/2016 les contrats des personnes précitées et qui interviennent à l'école de Domme pour animer les Temps d'Activités Périscolaires, aux mêmes conditions que l'année scolaire précédente, et autorise le Maire à signer ces contrats.

Convention de partenariat avec l'US Cénac

Le Maire présente une convention de partenariat avec l'US Cénac (club de rugby de Cénac et St Julien) pour l'animation des Temps d'Activités Périscolaires de l'école de Domme pendant l'année scolaire 2015/2016.

Il rappelle qu'une convention avait déjà été conclue pour l'année scolaire 2014/2015 avec cette association pour l'animation des TAP et précise que la contrepartie financière de l'intervention de cette association sera versée à celle-ci sous la forme d'une subvention. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité approuve le renouvellement de cette convention et autorise le Maire à la signer.

Travaux de terrassement sur un chemin situé Porte de la Combe

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de la SARL Entreprise Lafon relatif à des travaux de terrassement sur un chemin situé Porte de la Combe, d'un montant HT de 2.074,50 €, et autorise le Maire à le signer.

Annulation de la délibération 132/2015 du 26/08/2015

Le Maire indique que par délibération n° 132/2015 du 26 août 2015, le Conseil Municipal a approuvé la mise en révision du règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Domme. Après avis de l'Unité Territoriale de la DDT de Sarlat, il s'avère que la refonte du règlement, uniquement sur certaines parties, relève d'une modification du PLU. Le Maire propose au Conseil Municipal :

- d'annuler la délibération n° 132/2015 du 26 août 2015 précédemment visée ;
- d'ouvrir une procédure de modification du PLU de Domme, restreinte au règlement de celui-ci.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte ces deux propositions à l'unanimité.

Modification du règlement du PLU de Domme

Le Maire rappelle que le PLU communal a été approuvé par délibération du 23 mars 2009 et expose qu'il convient d'apporter des adaptations à ce PLU encadrées par les dispositions du Code de l'Urbanisme. Ces adaptations visent à modifier le règlement du PLU de manière à :

- adapter celui-ci aux récentes législations en matière d'urbanisme et d'aménagement foncier et plus particulièrement aux dispositions de la loi 2014-366 du 24 mars 2014 dite loi ALUR et de la loi 2015-990 du 06 août 2015 dite loi Macron ;
- tenir compte du bâti et de l'environnement existant dans des zones situées hors ZPPAUP.

Ces changements peuvent être effectués par délibération du Conseil Municipal après enquête publique dans le cadre de la procédure de modification. Il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du PADD du PLU, la modification n'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et ne comporte pas de graves risques de nuisance. Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- 1 - d'engager une procédure de modification du PLU, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, limitée à son règlement.
- 2 - de charger la commission municipale composée comme suit :

M. Jean-Claude Cassagnole, Maire, président,

Mme Jocelyne Lagrange et M. Alain Germain, Maires-Adjoints,
membre,
Mrs Michel Ozanne et Hervé Caminade, conseillers municipaux,
membre,

du suivi de l'étude de la modification du règlement du plan local
d'urbanisme ;

3 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses
afférentes, seront inscrits au budget de la commune de Domme ;

4 - de mener la procédure selon le cadre défini par les dispositions du
code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation
des diverses personnes publiques ;

Conformément à l'article L 123-13-1 du Code de l'Urbanisme, le projet
de modification sera notifié avant l'ouverture de l'enquête publique :

- Au Préfet ;
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil
Départemental ;
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la
Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;
- Aux communes limitrophes, à savoir Grolejac, Vitrac, Nabirat,
Cénac et St Julien.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, la présente
délibération sera notifiée aux organismes publics concernés, fera
l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en
caractères apparents dans le journal suivant diffusé dans le
département : SUD-OUEST.

**Régie horodateurs :
modification de la
délibération 92/2011 du
19/09/2011**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de
modifier comme suit la délibération 92/2011 du 19 septembre 2011 :

2 – Que le montant maximal de l'encaisse que le régisseur est autorisé
à conserver est fixé à dix huit mille Euros.

En outre, le Maire est autorisé à l'unanimité par le Conseil Municipal à
signer les arrêtés relatifs à cette modification.

**Fixation d'une caution pour
les associations ayant des
ateliers hebdomadaires**

Cette délibération est retirée des débats pour être réexaminée par les
élus.

**Communauté de Communes
de Domme-Villefranche :
adoption des nouveaux
statuts**

Le Maire présente les nouveaux statuts de la Communauté de
Communes de Domme-Villefranche, annexés à la présente
délibération. Parmi les compétences obligatoires de cet EPCI figure
notamment « la promotion du tourisme, dont la création d'un office de
tourisme de pôle et de bureaux d'information touristique ».
Il indique que ces statuts ont été approuvés par le Conseil
Communautaire de la Communauté de Communes de Domme-
Villefranche, réuni le 29 septembre 2015. Après en avoir délibéré, le
Conseil Municipal approuve ces nouveaux statuts à l'unanimité.

**Communauté de communes
de Domme-Villefranche :
mise en place d'un service
commun d'accueil
périscolaire**

Le Maire présente un projet de convention de mise en place d'un service commun qui lierait la Communauté de Communes de Domme-Villefranche à chacune des communes qui adhèrent à cet EPCI. Ce service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un EPCI à fiscalité propre et de ses communes membres, de mettre en commun des moyens afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions. Ce service interviendrait dans le domaine de l'accueil périscolaire et serait strictement limité à celui-ci. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité adopte cette convention et autorise le Maire à la signer.

Mission du cabinet AGEFAUR

Le Maire indique qu'il serait nécessaire de procéder à des travaux d'aménagements des rues des Fontaines et Eugène Le Roy (travaux de VRD essentiellement). Pour établir le descriptif des travaux à réaliser par les entreprises, il souhaite missionner le cabinet AGEFAUR de Gourdon (46) et présente la proposition établie en ce sens par celui-ci, mission d'un montant HT de 1.848 €. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte de missionner le cabinet AGEFAUR pour une prestation d'un montant HT de 1.848 € et autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette mission.

**Indemnité au comptable
du Trésor**

Considérant que Monsieur Philippe Henrot a été nommé Comptable du Trésor de Sarlat en remplacement de Mme Christine Schleck ; Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix pour et 4 abstentions décide d'attribuer à Monsieur Philippe Henrot, le taux maximum de l'indemnité de conseil prévue par l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 pris en application des dispositions de l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982.

**Indemnité de confection de
budget**

Considérant l'article 97 de la loi du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes ;
Considérant le Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales aux agents des services extérieurs de l'État ;
Considérant l'article 1 de l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 ;
Considérant que Monsieur David Barriteau remplace de Monsieur Etienne Ricaud au sein du Trésor Public de Sarlat ;
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 12 voix pour et 3 abstentions décide de confier la préparation des documents budgétaires à Monsieur David Barriteau et de lui allouer une indemnité, calculée sur la base de la réglementation en vigueur, laquelle sera inscrite à l'article 622 de chaque budget primitif.

**Consultation pour recruter
un agent technique**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 1 voix contre et 14 pour, autorise le Maire à engager une consultation de candidats en vue de recruter un agent technique communal.

Communications

Le Maire lit au Conseil Municipal un projet de lettre au Président de la Communauté de Communes Domme-Villefranche du Périgord, en vue de positionner Domme comme commune postulant à l'édification d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire sur cette partie-ci du territoire communautaire. Le Conseil municipal en approuve le contenu.

Le Maire évoque la nécessité de procéder au déclassement de niveau de la salle de la Rode en sa qualité d'ERP, sa catégorie ne correspondant pas à sa capacité réelle. Le Conseil Municipal l'autorise à solliciter des plans auprès d'un architecte en vue d'établir le dossier correspondant.

Le Maire indique qu'il a sollicité un rendez-vous à l'Inspectrice d'Académie en vue d'anticiper au mieux la prochaine rentrée scolaire. Il doit la relancer pour la rencontrer, soit à Domme, soit à Périgueux.

Le Maire évoque l'avenir de l'Office de Tourisme et indique qu'un groupe d'élus étudie actuellement comment parvenir au mieux des intérêts de chacun, au transfert, d'une part, des missions de services publics actuelles vers la Communauté de Communes de Domme-Villefranche, et d'autre part, à conserver l'activité d'exploitation des sites communaux au sein d'une association dommoise.

Mylène Lahalle présente la proposition de location d'illuminations de Noël communiquée par la société BREZAC pour un montant de 23.400 € sur 3 ans soit 7.800 €/an. Cette proposition est jugée onéreuse et ne pourra pas être pérennisée en 2016 et 2017 compte tenu des travaux dans la Grand'Rue. Il lui est demandé de revenir vers cette société pour qu'elle établisse une proposition pour cette année à titre d'essai, pour un montant maximum de 6.000 €.

Jean-Bernard Pasquet indique que pour compenser la baisse de leurs dotations, de nombreuses communes vendaient une partie de leur patrimoine pour financer des investissements. Il évoque notamment le cas de la maison rue Jacques de Maleville pour laquelle une estimation a été demandée. Le Maire rappelle qu'une partie de cette maison est louée à une infirmière actuellement et qu'une ostéopathe pourrait peut-être s'y installer prochainement ; cette situation amènerait la commune, en cas de vente de cette maison, à trouver une solution pour «transférer» les cabinets actuels. Si le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire sur le territoire de la commune de Domme se concrétise, alors cette opération pourrait être envisagée.

Le Maire indique qu'il a reçu de son homologue de Cénac et St Julien une réponse à son courrier concernant le projet de commune nouvelle Domme-Cénac. Le projet a été rejeté par le Conseil Municipal de Cénac (14 contre et 1 blanc). Interrogé par de nombreux habitants sur les suites de ce dossier, le Maire indique qu'il diffusera dans le prochain bulletin municipal son courrier ainsi que la réponse du Maire de Cénac.

Fait à Domme, le 13 octobre 2015